

La pandémie dans la vallée d'Oaxaca : des communautés sans eau et une entreprise minière enrichie

Fernanda Sigüenza Vidal

La pandémie de COVID-19 a certainement bouleversé le monde entier. Ce qui est également vrai, c'est qu'elle ne nous a pas affecté-e-s de la même manière. Dans certains endroits, on affirmait avec détermination « ça va bien aller », alors que dans d'autres, la pandémie n'était qu'un problème de plus qui en exacerbait plusieurs autres. L'État d'Oaxaca, dans le sud du Mexique, en est un bon exemple. La pandémie n'a pas eu le même impact sur les profits d'une entreprise minière canadienne que sur la vie de la population majoritairement autochtone, zapotèque, qui défend son territoire face à cette entreprise depuis plus de dix ans.

La compagnie minière Cuzcatlán, filiale de l'entreprise canadienne Fortuna Silver, a commencé en 2012 l'exploitation de l'or et de l'argent à San José del Progreso, dans la vallée d'Ocotlán, à Oaxaca. Depuis ses débuts, la mine a été considérée comme responsable de la rupture du tissu social, d'un climat de violence et de répression gouvernementale, de l'assassinat de quatre personnes impliquées dans la défense du territoire, du stress hydrique dans la région et de la contamination des sources d'eau des communautés¹. Face à cette situation, les populations de San José del Progreso, Magdalena de Ocotlán et quelques autres villes de la vallée d'Ocotlán se sont organisées pour défendre leur territoire. C'est ainsi qu'a été créée la Coordinadora de los Pueblos del Valle de Ocotlán (CPUVO), qui mène la lutte contre la compagnie minière Cuzcatlán en plus d'être

devenue l'alliée de diverses autres luttes contre l'extractivisme minier au Mexique.

La pandémie dans la vallée d'Ocotlán

Le 13 mai 2020, l'exploitation minière a été déclarée activité essentielle par le gouvernement mexicain. Les mines ont été autorisées à reprendre le travail alors que la plupart des activités sont restées en pause en raison des grandes vagues d'infections liées à la COVID-19 qui ont déferlé sur le pays. Parallèlement, le 16 mai, la ville de Magdalena de Ocotlán a été déclarée « municipalité de l'espoir ». Autrement dit, il s'agissait de l'un des 324 territoires qui, à partir du 18 mai, pouvaient reprendre des activités normales après un confinement généralisé, puisqu'ils n'avaient enregistré aucun cas de COVID-19 depuis au moins un mois².

La société minière Cuzcatlán affirme avoir repris ses activités le 27 mai 2020 et, en quelques jours, les premiers cas de COVID-19 ont été enregistrés à Magdalena de Ocotlán et à San José del Progreso. Selon les autorités de Magdalena de Ocotlán, le premier décès lié à la COVID enregistré dans leur communauté a été celui de la mère d'un travailleur de la mine. En fait, la CPUVO a souligné lors des *Jornadas por la vida y la Madre Tierra*, tenues le 22 juillet 2020, que la compagnie minière n'avait pas réellement arrêté ses activités lorsque le gouvernement du pays avait déclaré le début du confinement le 23 mars. Il est même rapporté que l'entreprise aurait caché des informations sur les contagions au sein de son personnel. Pour leur part, les habitant-e-s de la communauté affirment que le virus est arrivé sur leur

territoire par le biais de travailleurs amenés du nord du Mexique pour travailler dans la mine³.

Face à la menace de la pandémie, la communauté d'Ocotlán a réagi en s'organisant localement. La population a cherché à clôturer le territoire et à en contrôler les accès pour contenir la propagation du virus; la société minière n'a cependant pas respecté ces mesures et a refusé d'établir un dialogue avec les autorités communautaires. La seule réponse de la compagnie minière de Cuzcatlán à la pandémie a été la création du « Fonds d'urgence communautaire pour la COVID-19 ». Par le biais de ce fonds, la compagnie a distribué de l'eau de Javel, du désinfectant, du détergent et quelques denrées alimentaires à certaines familles de San José. Selon la compagnie minière, entre le 16 et le 29 avril 2020, 3 000 trousseaux de nettoyage et de désinfection ont été distribués aux membres les plus vulnérables de la communauté de San José del Progreso⁴. La Coordinadora de los Pueblos Unidos del Valle de Ocotlán et le Colectivo Oaxaqueño de Defensa de Territorios ont dénoncé ce prétendu programme d'aide pour deux raisons : tout d'abord, pour avoir réservé l'aide aux familles favorables à la mine, une action qui n'a fait qu'accroître la rupture du tissu social dans la communauté; ensuite, les deux organisations considèrent que l'entreprise cherchait à laver son nom en profitant des besoins de la population dans une période de pandémie et de sécheresse dans la région⁵.

Pandémie et manque d'eau

En plus de la pandémie, les populations de l'État d'Oaxaca, y compris de la vallée d'Ocotlán, ont dû faire face à une année de sécheresse en 2020. Selon les résultats